

Je remarque que l'actuel ministre des Finances a choisi de changer un peu de refrain et de déclarer que, de quelque façon, c'est la situation actuelle au Québec qui est à l'origine des problèmes économiques de notre pays. Je suppose que le gouvernement espère ainsi détourner l'attention du public canadien et ne pas être contraint à rendre des comptes.

● (1822)

J'ai fait allusion à ce leurre que représente le Québec, car dans un discours qu'il a prononcé hier à Québec, vers l'heure du midi, le ministre des Finances a passé la majeure partie de son temps à essayer de faire ressortir le fait que les conditions économiques actuelles au Québec étaient essentiellement imputables à la question du séparatisme et que le gouvernement fédéral n'y était pour rien. En fait, il essayait de nous dire que si nous sommes dans le marasme actuellement, nous ne devrions pas nous en prendre à lui—c'est pourtant bien le gouvernement qui a causé ce marasme, mais le ministre cherche une excuse pratique pour détourner les gens de la pénible réalité; à savoir que ce sont bien à l'origine les politiques économiques de son gouvernement qui nous ont conduits aux problèmes que nous connaissons actuellement.

Hier, le ministre des Finances a déclaré que nous ne pouvions pas laisser sans réponse la question de l'unité nationale sans nous exposer alors à de graves conséquences économiques qui iront en s'aggravant. Je conteste cette interprétation, monsieur l'Orateur. Au cours des sept dernières années au moins, des personnes réputées en matière de pronostics économiques ont répété au gouvernement que notre pays connaissait un problème qui irait en s'aggravant si des mesures n'étaient pas prises.

Pour vous en donner un exemple, voici ce que disait le rapport du Conseil économique du Canada du mois de septembre 1970:

En 1970 le chômage a augmenté rapidement pour atteindre un taux de 6½ p. 100 vers le milieu de l'année alors qu'il se situait déjà au taux moyen relativement élevé de presque 5 p. 100 au cours des deux années précédentes.

Il déclare également:

Le niveau élevé des taux de chômage récents nous paraît inacceptable. En effet, parmi tous les grands pays industriels, le Canada est probablement celui qui a le taux de chômage le plus élevé, même si l'on tient compte de différences dans les bases de calcul. Le taux actuel est pratiquement le double de ce qui devrait être l'objectif à atteindre à moyen terme.

En conclusion on peut lire:

Une des principales préoccupations de ce rapport se trouve dans le fait que le rendement de l'économie est sensiblement en deçà du rendement potentiel.

Puis, pendant tout un paragraphe, le Conseil signale que si le potentiel économique n'est pas rétabli—soit un taux de croissance de plus de 5 p. 100—le chômage va s'aggraver. Le fait est que le gouvernement a totalement échoué pendant ces sept années vraiment cruciales qui se sont écoulées depuis septembre 1970. En septembre 1970, le taux d'inflation était de 2.8 p. 100 et, même alors, le Conseil économique le jugeait trop élevé. Il était de 8.4 p. 100 en septembre dernier. La taux de chômage était de 6 p. 100 en septembre 1970 tandis qu'en septembre dernier il atteignait 8.3 p. 100. Dans le domaine du commerce nous avons enregistré un surplus de 1.1 milliard dans notre compte courant en 1970, tandis que cette année, il est évalué à environ 5.3 milliards.

Il est temps que le gouvernement nous indique les objectifs qu'il vise. Il est temps qu'il prenne des mesures pour remédier au chômage qui est devenu chronique et qui, selon moi,

### Ajournement

contribue au séparatisme au Québec. Il n'a pas encore pris ces mesures jusqu'ici, monsieur l'Orateur. J'aimerais donc faire remarquer une fois de plus que, dans son rapport le plus récent publié le mois dernier, le Conseil économique du Canada déclarait:

Si nos prévisions sont exactes, le programme supplémentaire de travaux d'hiver de 150 millions de dollars et le nouveau programme de crédit à l'emploi de 100 millions de dollars du gouvernement fédéral, deux mesures qui ont été annoncées en octobre par le ministre des Finances, ne permettront pas de réduire suffisamment le chômage chez les jeunes ou les adultes. Les deux paliers de gouvernement devront sans doute prendre des mesures supplémentaires en 1978 et 1979.

Voilà la question qui se pose à nous ce soir. Quelles mesures le gouvernement propose-t-il en plus de celles qu'il a déjà proposées jusqu'ici? Quel taux de chômage prévoit-il pour 1978? Il est temps qu'il réponde à ces questions. Je suis déçu que le ministre des Finances ne soit pas ici ce soir pour nous dire comment il envisage la situation du chômage au Canada l'année prochaine.

**M. Ed. Lumley (secrétaire parlementaire du ministre des Finances):** Monsieur l'Orateur, tout d'abord contrairement à ce que déclare le député, l'OCDE ne demande pas que les pays membres se fixent un objectif à l'égard du chômage. D'ailleurs, notre objectif à cet égard est assez clair. Il s'agit d'abaisser le taux de chômage à un niveau tel que quiconque désire vraiment travailler puisse le faire.

● (1827)

Le député a dit que le ministre a essayé de mettre le taux de chômage élevé sur le compte de l'incertitude du climat politique qui règne au Québec. Même si, j'en suis sûr, la plupart des députés conviennent que c'est un facteur important, le ministre a mentionné un certain nombre d'autres facteurs tout aussi importants qui contribuent au taux de chômage. Dans une déclaration faite à la Chambre le 20 octobre dernier, le ministre des Finances (M. Chrétien) s'est engagé à faire tout ce qui était en son pouvoir pour veiller à ce que tous ceux qui veulent vraiment travailler puissent trouver un emploi. Il a également convenu que le taux de chômage actuel de 8.3 p. 100 est trop élevé. Mais il faut bien comprendre qu'il n'y a tout bonnement pas de solution simple ni rapide à notre chômage.

**M. Stevens:** Vous avez eu dix ans pour y penser!

**M. Lumley:** Le député ne cesse de souligner les aspects négatifs au moyen de statistiques choisies. Il semble oublier que le Canada a l'un des meilleurs bilans de tous les pays industrialisés du monde en matière de création d'emplois. Le gouvernement a créé deux fois plus d'emplois que le deuxième pays du monde.

**M. Stevens:** Nous parlons de chômage.

**M. Lumley:** Le député continue à insister sur les points négatifs. Il refuse d'admettre les aspects positifs.

Étant donné l'incertitude de l'avenir, il est évident qu'il serait déplacé de prévoir en termes numériques le taux de chômage à venir. Il y a trop d'inconnues. Notre économie est vaste et complexe et l'issue définitive dépend de toutes les mesures que nous prendrons comme de celles que prennent nos partenaires commerciaux et d'autres. Pour sa part, le gouvernement estime être allé aux limites de ses moyens financiers et fait tout son possible pour créer un milieu économique qui nous permette d'améliorer le taux de chômage l'an prochain.